



Bâtir ensemble des milieux de vie de qualité!

PLAN D'ACTION 2019-2021

CONCERTATION POUR DE SAINES HABITUDES DE VIE EN OUTAOUAIS

Table des matières

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES.....	3
INTRODUCTION	4
MANDAT	5
VISION.....	5
RÔLES DE LA CONCERTATION	5
COMPOSITION	6
GOUVERNANCE	6
MANDAT DU COMITÉ DES CO-LEADERS	6
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE.....	7
LISTE DES PARTENAIRES.....	8
COMITÉS DE TRAVAIL.....	9
PROCESSUS D'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION.....	10
FONCTION DE COORDINATION.....	11
PLAN D'ACTION 2019-2021	13
RESPONSABILITÉS EN LIEN AVEC LA FIDUCIE, LE RÉPONDANT ET LA COORDINATION	28
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2019-2021	29

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

BC	Bureau coordonnateur	PGPS	Politique gouvernementale de prévention en santé
CCPEO	Corporation des centres de la petite enfance de l'Outaouais	PeF	Pontiac en Forme
CDSO	Concertation pour le développement social en Outaouais	PSA	Partenaires du secteur Aylmer
cGO	Communautés Gatineau ouest	QeF	Québec en Forme
CS	Commissions scolaires de l'Outaouais	RCCG	Regroupement des cuisines collectives de l'Outaouais
CSPO	Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais	RLP	Regroupements locaux de partenaires
DSPU	Direction de santé publique du CISSS (Centre intégré de santé et de services sociaux) de l'Outaouais	RSEQ-O	Réseau du sport étudiant du Québec-région de l'Outaouais
FEEPEQ	Fédération des éducateurs et éducatrices physiques enseignants du Québec	RSG	Responsables de services de garde
IMPACTe	Instance régionale en petite enfance	SCC	Société canadienne du cancer
LSO	Loisir sport Outaouais	SGÉE	Services de garde éducatifs à l'enfance
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	TAO	Table agroalimentaire de l'Outaouais
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec	TCFDSO	Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais
MFA	Ministère de la Famille	TDS	Table de développement social
MMG	Marché mobile de Gatineau	TÉO	Table éducation Outaouais
MTQ	Ministère des Transports	VEV	Vivre en ville
PAGIEPS	Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale		

INTRODUCTION

Depuis sa création en 2008, la Concertation pour de saines habitudes de vie (TIR-SHV) en Outaouais a connu une évolution autant au niveau de son mandat que de sa composition. Dans cette période de grande mouvance, la TIR-SHV doit se redéfinir et composer avec l'arrivée de nouveaux mandats qui lui sont confiés dans le cadre de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS).

Par ailleurs, il est essentiel de considérer plusieurs autres politiques, provenant de différents ministères, œuvrent en faveur des SHV. Sans nommer directement les TIR-SHV, elles mettent en valeur des thématiques ou des enjeux sur lesquels les TIR-SHV travaillent. Parmi ces politiques, on retrouve :

- Politique de mobilité durable 2018-2023;
- Politique bioalimentaire 2018-2025;
- Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023;
- Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020;
- Politique de l'activité physique, du sport et du loisir.

Les mesures suivantes qui proviennent de la PGPS soutiendront spécifiquement les TIR-SHV :

- Mesure 2.2 : Favoriser les actions du milieu visant à maintenir et améliorer la qualité de vie dans les quartiers et les communautés;
- Mesure 3.1 : Favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation, particulièrement pour les communautés défavorisées ou isolées géographiquement.

Jusqu'en 2021, la PGPS sera donc au cœur du soutien financier, permettant d'assurer la continuité des stratégies, des actions et la coordination des TIR-SHV.

Le soutien financier octroyé à d'autres instances peut également agir comme levier pour bonifier les actions de la TIR-SHV. À titre d'exemples, notons:

- Mesure 1.2 Ministère de la famille : Soutenir l'utilisation du cadre de référence sur le développement des enfants « Gazelle et Potiron » qui vise la saine alimentation, le jeu actif et le développement moteur chez les enfants;
- Mesure 1.4 URLS : Soutenir les milieux scolaires qui désirent réaliser des actions favorisant un mode de vie physiquement actif chez les élèves du préscolaire, du primaire et du secondaire;
- Mesure 2.6 DSPU, INSPQ : Réaliser des projets de type EIS avec des organismes municipaux volontaires, recueillir de l'information sur ces projets et évaluer la pertinence ainsi que l'acceptabilité de cette démarche pour une utilisation élargie dans l'ensemble des territoires du Québec.

La Concertation a donc revu les stratégies et les priorités d'actions identifiées au plan d'action 2017-2019 afin de considérer les nouveaux mandats confiés dans le cadre de la PGPS et les partenariats qui seront établis. Une nouvelle structure organisationnelle est proposée pour actualiser le plan d'action 2019-2021.

MANDAT

La Concertation pour de saines habitudes de vie en Outaouais est une instance collaborative régionale ayant pour mission de favoriser l'adoption et le maintien de saines habitudes de vie (SHV) particulièrement chez les jeunes et leur famille. Elle soutient le travail réalisé sur les territoires par le réseautage et la mise en place d'actions à portée régionale en appui aux partenaires et aux milieux en facilitant les liens entre les différents paliers d'intervention soit national, régional et local-territorial.

RÔLES DE LA CONCERTATION

Le réseau des tables intersectorielles régionales en saines habitudes de vie a identifié les rôles communs à l'ensemble des tables. La Concertation prévoit jouer ces rôles de différentes façons :

1. Soutien à la formation et au perfectionnement des intervenants et acteurs de la région.	Faire connaître les opportunités de formation et organiser des formations afin de répondre aux besoins des territoires.
2. Promotion soutien et mise en valeur de politiques, mesures et initiatives favorables aux environnements.	Diffusion des informations par le biais d'une Infolettre et sur le site web de la Concertation. Participation aux instances de concertation présentes sur chacun des territoires et aux concertations régionales (Concertation pour le développement social en Outaouais et Table éducation Outaouais). Faire connaître auprès de tous les acteurs détenant les leviers pour agir sur les environnements (milieux municipaux, scolaires, de garde et communautaires) les politiques, les mesures et les meilleures pratiques.
3. Mobilisation, influence et mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.	Les comités de travail de la concertation permettront de rassembler les acteurs de soutien afin d'assurer un réseautage régional pour maximiser la complémentarité des actions et pour rendre disponibles les leviers et les expertises régionales aux différents milieux de vie des territoires.
4. Soutien au développement d'une culture évaluative.	La diffusion des meilleures pratiques, des données d'enquête pour susciter la réflexion sur les actions entreprises.
5. Identification des besoins et opportunités des communautés et des régions.	Participation aux comités des Tables de développement social et des concertations territoriales afin de comprendre les enjeux territoriaux, identifier les besoins et assurer le maillage avec les acteurs de soutien associés à la Concertation (TIR-SHV).

VISION

La Concertation vise à « Mettre en valeur les normes sociales favorables aux saines habitudes de vie en agissant sur les milieux et les environnements des jeunes et leur famille, tout en favorisant une équité rurale et urbaine en milieu vulnérable dans un souci de ne pas augmenter les inégalités sociales et de santé, favorisant des projets qui reposent sur un partenariat et la cohérence des actions, mettant en valeur les richesses et les infrastructures existantes ».

COMPOSITION

La Concertation inclut les ministères, les organismes régionaux et les tables/concertations territoriales pouvant contribuer aux environnements favorables à la qualité de vie et à la santé. La liste des partenaires associés à la concertation est présentée à la page 8.

Les liens de collaboration sont établis avec la Concertation pour le développement social en Outaouais. Cette dernière est aussi en lien avec la conférence des préfets. Le MAMH fait le pont avec la Conférence administrative régionale et sous peu, une CAR sociale sera mise en place et permettra à la Concertation de créer des liens plus étroits et de s'arrimer davantage aux orientations régionales.

GOUVERNANCE

La Concertation s'est dotée d'un nouveau modèle de gouvernance souple et systémique (p.7). Au cœur du modèle, on retrouve les jeunes et leur famille qui peuvent bénéficier des environnements favorables à la qualité de vie et à la santé.

Les liens se veulent plus étroits avec les tables de développement social et les regroupements de partenaires alors qu'il est proposé que la Concertation s'invite à ces instances pour capter les besoins et proposer son soutien en fonction des stratégies et des actions convenues au plan. Les milieux de vie représentent une « couche » qui permet de faciliter l'actualisation des actions dans les communautés en apportant la connaissance des enjeux qui existent au sein de ces réseaux que représentent les milieux de la petite enfance, scolaire, municipal et communautaire.

Tout autour, on retrouve l'expertise associée aux thématiques : l'Accès à une saine alimentation pour tous ; le Transport actif ; les Filles et l'activité physique, en appui au milieu de vie pour bâtir des

environnements favorables à la qualité de vie. Cette expertise se retrouve au sein des ministères et organismes régionaux qui peuvent venir soutenir les partenaires locaux dans la mise en place des actions.

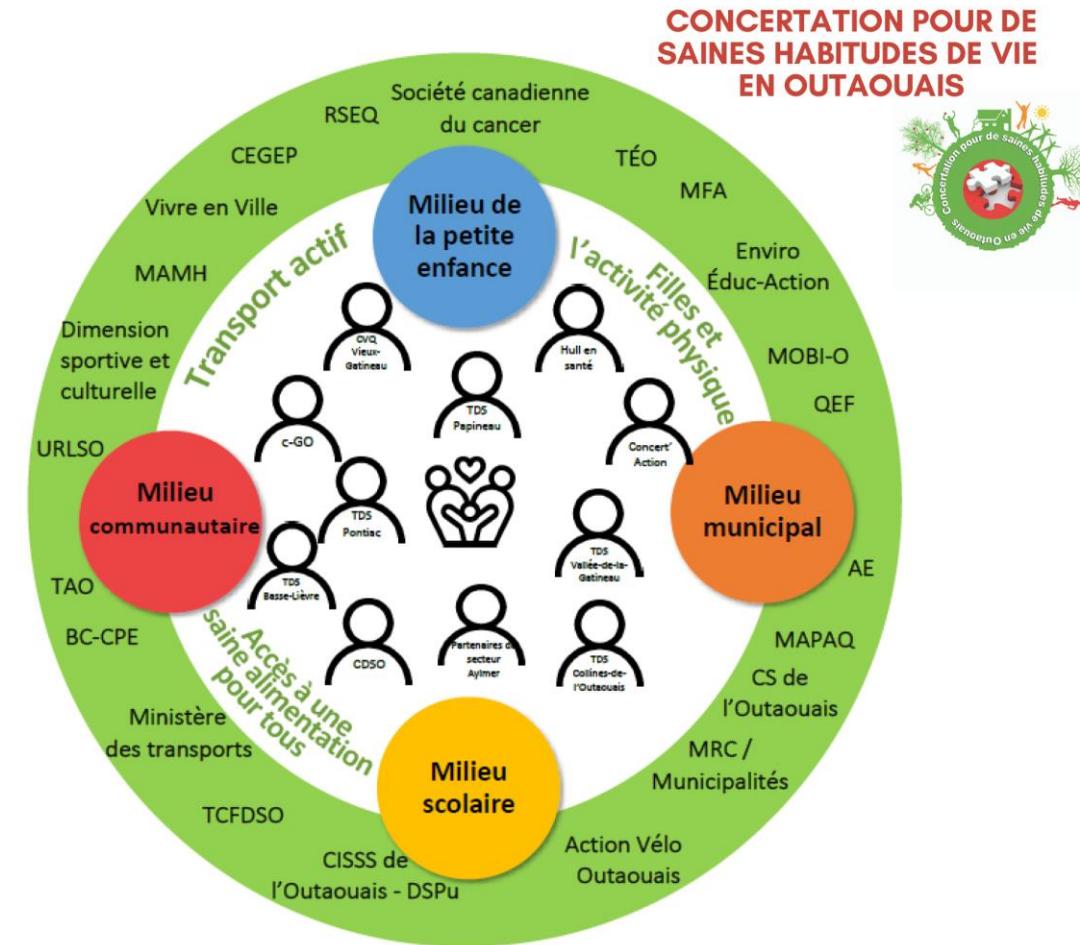
Afin de soutenir tout ce travail, une ressource en coordination est embauchée. Un comité de co-leader a été mis en place afin de soutenir la coordination du plan et la ressource. Le mandat de cette ressource est de coordonner l'actualisation du plan d'action et d'assurer la mobilisation des ressources pour ce faire. Cette ressource représente l'ensemble des partenaires de la Concertation et parle au nom de tous. La Direction de santé publique demeure impliquée pour soutenir le travail de coordination.

MANDAT DU COMITÉ DES CO-LEADERS

Le comité des co-leaders permettra de :

- Assurer la gestion budgétaire;
- Soutenir et encadrer la ressource humaine en coordination;
- Agir à titre de porte-parole de la Concertation (TIR-SHV);
- Soutenir l'organisation des grandes rencontres (deux par année);
- Porter une vue sur l'ensemble des actions dans une perspective multisectorielle et multi-milieux;
- Appuyer la coordination dans les actions d'influence relativement au positionnement des saines habitudes de vie dans la région;
- Assurer la gouvernance de la Concertation.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE



COMITÉ DES CO-LEADERS

Dimension sportive et culturelle (DSC)

DSPU

LSO

MAMH

TAO

TÉO

**Coordination du plan d'action
2019-2021**

LISTE DES PARTENAIRES

Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais Direction de santé publique

Josée Charlebois, soutien à la coordination (CSHVO)
Anne-Marie Ménard, chef de programme -Services transversaux
Carl Clements, responsable dossier Mode de vie physiquement actif
Stéphanie Dicaire, responsable dossier PSNM

Ministère de la Famille

Catherine Bergeron-Bertrand, conseillère en développement des services à la famille

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Daniel Charbonneau, conseiller en communication

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Joanne Desforges, conseillère aux affaires municipales

Québec en Forme

Marc Bernier, conseiller

Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais

Nadine Peterson directrice-générale adjointe
Erik Guimond, conseiller pédagogique

Commission scolaire des Draveurs

Isabelle Léger

Commission scolaire au Cœur-des-Vallées

Marc-Antoine Otis, conseiller pédagogique

Table agroalimentaire de l'Outaouais

Corinne Jacob

Réseau du sport étudiant du Québec-Outaouais

Hélène Boucher, directrice générale
Kim Pellerin, coordonnatrice

Action vélo Outaouais

Jacques Fournier

Loisir sport Outaouais

Frédérique Delisle, directrice générale

Maude Chouinard-Boucher
Marguerite Poelman
Normand Veillette

Ministère des Transports

François Lacerte-Gagnon

Corporation des centres de la petite-enfance de l'Outaouais

Andrea Chamberland, directrice générale

BC du CPE des Premiers pas

Mary Pier Boucher, agente de soutien pédagogique et technique

Cégep de l'Outaouais

Nancy Murray, enseignante, Techniques d'éducation à l'enfance

Dimension Sportive et Culturelle (mandataire 100 degrés)

Guillaume Vermette, directeur

MOBI-O Centre de gestion des déplacements de Gatineau

Marion Maurin, directrice générale

Avenir d'enfants

Étienne Soutière, agent d'accompagnement

Société canadienne du cancer

Katrine Labelle

Vivre en ville

Catherine Craig-St-Louis, conseillère en aménagement et urbanisme

Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais

Nathalie McSween, directrice générale
Jessyca Champagne, chargée de projet, Escouade anti-gaspillage

Pointe aux jeunes

Anne Boutin, directrice

Enviro Éduc-Action

Geneviève Carrier, directrice générale

Corporation des loisirs de Papineau

Éric Desjardins, agent de développement en sport et loisir

Communauté Gatineau Ouest (cGO)

Carolane Larocque, coordonnatrice

Comité de vie de quartier du vieux-Gatineau (CVQ)

Mustapha Bahri, directeur

Partenaires du secteur Aylmer

Monique Dion, directrice

Hull en santé

Ismaila Koné, coordonnateur

Table de développement social Vallée-de-la-Gatineau

Chantal Rondeau, directrice

Table de développement social des Collines-de-l'Outaouais

Julie Phaneuf, directrice générale
Annie Lesage, coordonnatrice

Table de développement social de la Basse-Lièvre

Mélissa Côté-Farndon, coordonnatrice

Table de développement social de Papineau

Fanny St-Amour, coordonnatrice

Table de développement social du Pontiac

Michel Vallières, directeur général
Lisa Lagacé, coordonnatrice comité – PeF Comité 0-5 ans

IMPACTe Outaouais

Stéphanie Leclerc
Ève Fréchette

COMITÉS DE TRAVAIL

Petite enfance

Loisir sport Outaouais
BC-CPE des Premiers pas
Représentante de la CCPEO
Cégep de l'Outaouais
cGO
Avenir d'enfants
Ministère de la Famille
PeF Comité 0-5 ans
Direction de santé publique
IMPACTe Outaouais

Scolaire

Loisir sport Outaouais
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
Commission scolaire au Cœur-des-Vallées
Commission scolaire des Draveurs
Réseau du sport étudiant du Québec-Outaouais
Table éducation Outaouais
Dimension sportive et culturelle
Direction de santé publique

Municipal

Direction de santé publique
Loisir sport Outaouais
Corporation des loisirs de Papineau
TDS des Collines
TDS Pontiac
MAMH

Multi-milieus

Direction de santé publique
TCFDSO
TAO
TDS du Pontiac
cGO
Association citoyenne de Pointe-Gatineau
Pointe aux jeunes
À déterminer

Transport actif

Direction de santé publique
MOBI-O
Vivre en ville
Société canadienne du Cancer
Partenaires du secteur Aylmer
Ville de Gatineau
Action vélo Outaouais
Pointe aux jeunes

Activité physique et les filles

Direction de santé publique
Réseau du sport étudiant du Québec-Outaouais
Commission scolaire des Portages-de-l'Outaouais
Loisir sport Outaouais
Fillactive
Partenaires du secteur Aylmer

Accès à une saine alimentation pour tous

Direction de santé publique
TCFDSO
TAO
MAPAQ
Ville de Gatineau
Enviro Éduc-Action

Co-leaders

Direction de santé publique
TAO
Loisir sport Outaouais
Dimension sportive et culturelle
MAMH
TÉO

PROCESSUS D'ÉLABORATION DU PLAN D'ACTION

Le plan d'action comporte quatre orientations qui s'appuient sur la PGPS soit :

1. Le développement des capacités des personnes dès leur plus jeune âge;
2. L'aménagement de communautés et de territoires sains et sécuritaires;
3. L'amélioration des conditions de vie qui favorisent la santé;
4. La mobilisation des partenaires.

Les stratégies découlant de ces orientations contribueront à l'atteinte des cibles identifiées dans la PGPS soit :

- Augmenter à 80 % la proportion d'enfants qui commencent leur scolarité sans présenter de facteur de vulnérabilité pour leur développement;
- Faire en sorte que 90 % des municipalités de 1 000 habitants et plus adoptent des mesures afin d'aménager des communautés favorables à la sécurité et à la mobilité durable, aux saines habitudes de vie ainsi qu'à la qualité de vie de leurs résidents;
- Atteindre une consommation minimale de cinq fruits et légumes chaque jour, chez plus de la moitié de la population;
- Faire bondir de 20 % la proportion de jeunes âgés de 12 à 17 ans actifs durant leurs loisirs et leurs déplacements.

L'élaboration du plan d'action s'est échelonnée sur une période de six mois qui a débuté par une rencontre avec les partenaires du grand comité au cours de laquelle la démarche a été convenue.

Une tournée des ministères et organismes associés à la Concertation a été réalisée par la coordonnatrice accompagnée de certains responsables des comités de travail. Ces rencontres ont permis de discuter avec les partenaires de leur implication à la Concertation, d'identifier les zones de collaboration et les points d'ancrage. Dans l'ensemble, les partenaires ont manifesté la volonté de poursuivre le travail de collaboration et leurs attentes à recevoir du soutien, entre autres par une expertise de la part de la Concertation pour la réalisation de leurs mandats. Le besoin de se rapprocher des territoires est clairement ressorti et se reflète dans la structure organisationnelle.

La contribution des comités de travail à l'élaboration du plan d'action a été le point de départ de la réflexion. Les partenaires étaient soucieux d'assurer une continuité avec le plan d'action 2017-2019. Chacun des comités s'est réuni à deux reprises afin d'identifier les actions à poursuivre, les modulations et les propositions d'ajouts. L'ensemble des partenaires ont été conviés à deux rencontres pour la mise en commun des travaux et finaliser l'adoption du plan. Les commentaires des partenaires sur le plan proposé ont été recueillis par différents moyens soit, un sondage web, des groupes de discussion et un appel à commenter l'ébauche finale du plan d'action.

La proposition budgétaire qui accompagne le plan d'action a été discutée avec les partenaires et tient compte des attentes signifiées par les bailleurs de fonds dans le cadre de la mesure 3.1 de la PGPS- Favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation, particulièrement dans les communautés défavorisées ou isolées géographiquement. Un soutien financier pour la coordination de la Concertation dans le cadre de la mesure 2.2 Favoriser les actions du milieu visant à maintenir et améliorer la qualité de vie dans les quartiers et les communautés contribuera également au montage financier du plan d'action.

FONCTION DE COORDINATION

La fonction de coordination est un poste clé dans le fonctionnement d'une concertation. L'ajout d'une ressource de coordination à temps complet permettra de maintenir la mobilisation des partenaires, d'assurer la fluidité de la circulation de l'information et de soutenir le travail des comités pour favoriser l'atteinte des objectifs identifiés. Différentes actions sont attendues de la part de la ressource en coordination et sont présentées à l'orientation 4- Mobilisation des partenaires dans le tableau du plan d'action.

La ressource en coordination travaillera sous l'autorité administrative de la Table agroalimentaire de l'Outaouais qui agit à titre de mandataire et sous la responsabilité et la supervision du comité des co-leaders de la Concertation. Elle soutiendra la mise en œuvre du plan d'action régional et travaillera en étroite collaboration avec les différents comités de travail. La ressource a pour responsabilités de :

- Susciter et maintenir la mobilisation des divers partenaires;
- Coordonner la planification, la mise en œuvre et l'évaluation du plan d'action régional 2019-2021 ;
- Associer les partenaires à l'identification et à l'atteinte des objectifs;
- Assurer la liaison avec les leaders des comités de travail;
- Représenter la Concertation aux différentes rencontres et événements des partenaires;
- Collaborer au travail des ressources humaines et des comités;
- Organiser les grandes rencontres de la Concertation;
- Contribuer à la mise en place de mécanismes afin d'assurer l'arrimage des travaux avec les autres instances de concertation régionales et locales;
- Faciliter le réseautage et la concertation avec les acteurs locaux et régionaux;
- Travailler en étroite collaboration avec le coordonnateur national du réseau des tables de concertation en saines habitudes de vie;
- Préparer les rapports : mi-étape et final du projet, avec les spécificités demandées.

Les grandes fonctions associées à la coordination peuvent se décliner selon les priorités de travail suivantes :

Priorité de travail	Moyen	Partenaires ou instances ciblés	Lien avec les rôles et responsabilités	Échéancier
Mobiliser les partenaires régionaux pour assurer la synergie des actions.	La ressource en coordination sera responsable d'assurer une vue d'ensemble des actions et de faire les liens entre les différents comités de travail. Elle sera appuyée par les partenaires qui prendront la responsabilité de coordonner un comité de travail soit par thématique ou par milieu de vie. La ressource pourra aussi assurer la coordination d'un ou de plusieurs comités de travail par milieu de vie.	Comités milieux de vie : petite enfance, scolaire, municipale, multi-milieux et le partenaire responsable à identifier. Comités de travail thématiques : transport actif, l'activité physique chez les filles et l'accès à la saine alimentation pour tous.	3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.	En continu Quatre rencontres annuelles sont prévues pour les comités milieux de vie.

Priorité de travail	Moyen	Partenaires ou instances ciblées	Lien avec les rôles et responsabilités	Échéancier
	<p>Les comités de travail par thématiques permettent de rendre disponibles les expertises au milieu de vie.</p> <p>Les comités milieux de vie sont responsables d'apporter leur expertise par leur connaissance du milieu en facilitant le déploiement des actions auprès des clientèles ciblées. Ils ont la responsabilité d'identifier les conditions favorables, les embûches possibles et d'aider à établir les canaux de communication. Ils faciliteront les liens avec les communautés.</p>			<p>Deux rencontres annuelles pour les comités thématiques.</p> <p>Deux grands rassemblements annuels pour l'ensemble des partenaires.</p>
Assurer la liaison avec les instances de concertation territoriales et locales.	Participer aux tables de développement social et aux concertations territoriales. Participer aux travaux de ces instances afin de faciliter la complémentarité des actions.	Assurer les liens avec la CDSO et la TÉO.	5. Identification des besoins et opportunités des communautés.	En continu selon les calendriers des rencontres et les travaux.
Coordonner la planification, la réalisation et l'évaluation des activités du plan d'action.	<p>Un mode de fonctionnement sera identifié avec chaque responsable de comité afin de permettre à la ressource de jouer son rôle de coordination et de favoriser la complémentarité des actions. Le comité des co-leaders sera le lieu privilégié pour développer la vue d'ensemble sur les actions du plan.</p> <p>Les outils de communication en place actuellement soit, l'infolettre et le site web seront actualisés aux besoins des partenaires.</p> <p>Des outils de monitoring seront actualisés ou développés en fonction des besoins.</p>	En collaboration avec le comité des co-leaders et les comités de travail.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Soutien à la formation; 2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables; 3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles; 4. Soutien au développement d'une culture évaluative; 5. Identification des besoins et opportunités des communautés. 	Les moments charnières pour effectuer le monitoring des actions et les bilans seront définis en fonction du rythme de travail.



PLAN D'ACTION 2019-2021

CONCERTATION POUR DE SAINES HABITUDES DE VIE EN OUTAOUAIS

ORIENTATION 1 : Développement des capacités dès le plus jeune âge

PRIORITÉ 1 : Favoriser le jeu libre et actif à l'extérieur chez les enfants de 0-5 ans

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
1.1 Agir sur le déficit nature des jeunes en soutenant les partenaires pour favoriser le jeu libre et actif à l'extérieur.	1.1.1 Diffuser et faire connaître le répertoire de ressources pour accompagner les milieux qui veulent favoriser le jeu libre et actif.	Le répertoire a été diffusé aux milieux. Des moyens de communication ont été identifiés.	Petite enfance : CPE, BC, responsables de services de garde en milieu familial Organismes communautaires famille Scolaire : niveau préscolaire	Ressource en coordination.	DSPU TÉO Réseau des BC et CCPEO MFA CGo (liaison) IMPACTe (partenaire de diffusion) TDS	En continu avec emphase 2x/an.	0\$	PGPS Mesure 1.2.	2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables. 3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.
	1.1.2 Offrir des activités d'accompagnement et des formations pour assurer le transfert de connaissances.	Les besoins ont été identifiés. Une offre a été élaborée et promue auprès des milieux. Au moins une formation par territoire a été offerte. Les milieux (CPE, RSG, organismes famille) ont été	Petite enfance : SGÉE. Scolaire : Éducatrices en service de garde. Communautaire : Organismes famille.	Petite enfance : SGÉE. Scolaire : Éducatrices en service de garde. Communautaire : Organismes famille.	DSPU : Ressource régionale petite enfance.	CCPEO BC PSA CSPO MFA Milieu communautaire famille	2020	12 000\$ anticipé mesure 1.2 Ministère de la famille. Résiduel plan d'action 2017-2019 : 4 000\$. Total : 16 000 \$	PGPS Mesure 1.2 En lien avec le cadre de référence Gazelle et Potiron.

ORIENTATION 1 : Développement des capacités dès le plus jeune âge

PRIORITÉ 1 : Favoriser le jeu libre et actif à l'extérieur chez les enfants de 0-5 ans

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
		accompagnés selon leurs besoins.							
	1.1.3 Soutenir les milieux pour sensibiliser les parents à l'importance du jeu libre et actif à l'extérieur pour favoriser le développement moteur des enfants.	Les besoins spécifiques des milieux ont été identifiés. Des stratégies et des outils ont été développés et diffusés auprès des milieux.	Petite enfance : SGÉE Organismes communautaires famille.	Ressource régionale petite enfance DSPU	CCPEO BC CPE- Garderies PSA CSPO MFA TDS	2021	Budget possible ministère de la Famille.	PGPS Mesure 1.2 En lien avec le cadre de référence Gazelle et Potiron.	1. Soutien à la formation
	1.1.4 Soutenir les municipalités qui désirent offrir des environnements favorables au jeu actif à l'extérieur.	L'offre de service des partenaires a été diffusée aux municipalités. Au moins une municipalité par MRC a été soutenue.	Municipal	LSO DSPU	CLP	Diffusion annuelle	0\$	PGPS Mesure 2.3 Favoriser l'accès à des installations extérieures contribuant à l'adoption d'un MVPA. Politique de l'activité physique, du sport et du loisir-Enjeu accessibilité.	2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables. 3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.
	1.1.5 Faire connaître les sources de financement disponibles pour soutenir les actions.	Le répertoire a été mis à jour et diffusé.	Petite enfance Scolaire Municipal Communautaire	Ressource en coordination	Tous les partenaires	Diffusion annuelle	0\$		2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables.

ORIENTATION 1 : Développement des capacités dès le plus jeune âge

PRIORITÉ 1 : Favoriser le jeu libre et actif à l'extérieur chez les enfants de 0-5 ans

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
1.2 Développer une stratégie de communication pour agir sur les perceptions liées à la sécurité dans un contexte de jeu libre et actif.	1.2.1 Développer un argumentaire pour les parents et les milieux en lien avec les concepts de la sécurité bien dosée.	Un argumentaire a été développé et diffusé dans les milieux concernés.	Petite enfance Scolaire Municipal Communautaire	Ressource en coordination Ressource régionale petite enfance	TÉO PSA CLP DSPU Organismes communautaires famille et partenaires du comité scolaire (consultatifs) MOBIO	2021	Budget possible ministère de la Famille.		3. Mobilisation, influence et mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.
	1.2.2 Poursuivre les collaborations avec le Cegep de l'Outaouais pour inclure les messages en lien avec la sécurité bien dosée dans la formation des étudiant(e)s en technique de garde à l'enfance.	Un contenu et des messages-clés sont proposés aux enseignant(e)s.	Collégial (étudiant(e)s en technique de garde à l'enfance)	Cégep de l'Outaouais DSPU	Membres du comité petite enfance		2021	0\$	

PRIORITÉ 2 : Favoriser l'accès aux aliments sains chez les enfants de 0-5 ans

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
1.3 Soutenir les SGÉE pour développer des stratégies éducatives	1.3.1 Diffuser et faire connaître le répertoire de ressources pour accompagner les milieux de garde.	Le répertoire a été diffusé aux milieux. Des moyens de communication	Petite enfance Scolaire Communautaire	Ressource en coordination	MFA PSA DSPU TÉO Réseau des BC et CCPEO	En continu avec emphase 2x/an	0\$	PGPS Mesure 1.2	2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables. 3. Mise en réseau des acteurs

PRIORITÉ 2 : Favoriser l'accès aux aliments sains chez les enfants de 0-5 ans

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
favorables au développement de saines habitudes alimentaires et d'une image corporelle positive en lien avec Gazelle et Potiron, le Guide alimentaire canadien et 1000 jours pour savourer la vie.		ont été identifiés.			CGo (liaison) IMPACTe				régionaux et des ressources professionnelles
	1.3.2 Offrir des activités d'accompagnement et des formations pour assurer le transfert de connaissances ou la mise en pratique.	Les besoins ont été identifiés. Une offre a été élaborée et promue auprès des milieux. Au moins une formation par territoire a été offerte.	Petite enfance : éducatrices en SGÉE Scolaire Communautaire	DSPU Ressource régionale petite enfance	TÉO CCPEO BC MFA	2021	12 000\$ anticipé mesure 1.2 Ministère de la Famille Résiduel plan d'action 2017-2019 : 4 000\$	PGPS Mesure 1.2 Cadre de référence Gazelle et Potiron	1. Soutien à la formation. 5. Identification des besoins et opportunités des communautés.
	1.3.3 Faire connaître les sources de financement disponibles pour soutenir les actions	Le répertoire a été mis à jour et diffusé	Petite enfance Communautaire Scolaire	Ressource en coordination		Annuellement			2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables

PRIORITÉ 3 : Soutenir les interventions pour encourager un mode de vie actif chez les jeunes d'âge scolaire

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
1.4 Soutenir les milieux scolaires qui désirent réaliser des actions favorisant un MVPA chez les élèves du préscolaire, primaire et secondaire.	1.4.1 Soutenir financièrement le milieu scolaire pour le déploiement des actions en MVPA selon les priorités émergentes; Pour l'année scolaire 2018-2019, favoriser le déploiement du programme Corps actif,	Le programme Corps actif, cerveau performant a été déployé dans les commissions scolaires de l'Outaouais.	Milieu scolaire : Les jeunes âgés entre 4 et 17 ans	LSO En collaboration avec la CSPO	RSEQ CS TÉO DSC DSPU	Année scolaire 2018-2019 2019-2020 2020-2021	Budget de la mesure 1.4 (PGPS)	PGPS Mesure 1.4 Politique québécoise de la jeunesse 2016-2030 Politique de la réussite éducative 2017-2030.	2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables

PRIORITÉ 3 : Soutenir les interventions pour encourager un mode de vie actif chez les jeunes d'âge scolaire

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
	cerveaux performants à l'ensemble de l'Outaouais.								
	1.4.2 Favoriser le déploiement et le partage d'initiatives en plein air au sein des milieux scolaires.	Des moyens de communication ont été identifiés et partagés.	Milieu scolaire : Les jeunes âgés entre 4 et 17 ans.	LSO en (lien avec le comité Plein air)	CS TÉO DSPU DSC		Budget de la mesure 1.4 (PGPS)	PGPS Mesure 1.4 Politique de l'activité physique, du sport et du loisir 2017-2027.	2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables.
1.5 Offrir des activités physiques « par et pour les filles » dans le cadre des activités scolaires.	1.5.1 Mettre en place un programme de soutien financier favorisant le développement d'initiatives en MVPA pour les filles.	Un soutien financier a été offert aux commissions scolaires et aux écoles.	Scolaire Associatif sportif	LSO	RSEQ CS TÉO DSPU DSC	2019-2020	Budget de la mesure 1.4 (PGPS)	PGPS Mesure 1.4 Politique de l'activité physique, du sport et du loisir 2017-2027.	2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables.
	1.5.2 Poursuivre la promotion et le soutien au projet 100% filles.	Le nombre d'écoles primaires offrant 100 % Filles a augmenté par rapport à 2018-2019. Le nombre de filles qui participent à 100% filles a augmenté par rapport à 2018-2019.	Scolaire	RSEQ	DSPU	2019-2020 2020-2021	8 000\$ 8 000\$ Total : 16 000 \$	Politique de l'activité physique, du sport et du loisir 2017-2027.	2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables.
	1.5.3 Poursuivre la promotion et le soutien au projet Fillactive.	Le nombre d'écoles secondaires offrant Fillactive	Scolaire	RSEQ	Fillactive, DSPU	2019-2020 2020-2021	5 000 \$ 5 000\$	Politique de l'activité physique, du sport et du loisir 2017-2027.	2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables.

PRIORITÉ 3 : Soutenir les interventions pour encourager un mode de vie actif chez les jeunes d'âge scolaire

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
		a augmenté par rapport à 2018-2019. Le nombre de filles qui participent à Fillactive a augmenté par rapport à 2018-2019.					Soutien financier additionnel de Fillactive (10 000\$) Total : 20 000 \$		
	1.5.4 Réaliser des activités de communication faisant la promotion de l'importance de l'activité physique chez les filles en fonction de leurs intérêts et de leurs aspirations. Par ex.; lors d'événements, dans les documents et outils, auprès des parents.	Des activités de communications ont été réalisées.	Scolaire Parents	RSEQ, DSPU	CS	2019-2020 2020-2021	1 000\$		3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.
	1.5.5 Diffuser une fiche « trucs et astuces » aux intervenants/animateurs en camps de jour municipaux en considérant l'Action 1.1.4 sur le jeu libre et actif à l'extérieur.	Une fiche « trucs et astuces » a été rédigée et diffusée.	Municipal	LSO	Municipalités, DSPU	2019-2020	0 \$		2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables. 3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.
	1.5.6 Organiser un événement d'envergure régional visant à appuyer la qualité des	Une entente avec les CS pour la libération des professeurs	Scolaire Associatif sportif Grand public	DSPU CSPO	RSEQ LSO autres CS	2020-2021	5 000 \$		1. Soutien à la formation et au perfectionnement.

PRIORITÉ 3 : Soutenir les interventions pour encourager un mode de vie actif chez les jeunes d'âge scolaire

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
	interventions destinées aux filles, déployé en 1) deux formations : - destiné aux enseignants (par une libération des professeurs d'éducation physique) - destiné aux entraîneurs (scolaire et civil). 2) Conférence grand public portant sur les filles et l'activité physique (ciblant notamment les parents).	d'éducation physique a été convenue (formation). Une formation destinée aux professeurs d'éducation physique a été offerte. Une formation destinée aux entraîneurs (associatif et scolaire) a été offerte.							

ORIENTATION 2 : Aménagement de communautés et de territoires sains et sécuritaires

PRIORITÉ 4 : Susciter une mobilisation durable des municipalités dans le développement et le maintien d'environnements favorables à la qualité de vie

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
2.1 Favoriser le réseautage entre les acteurs de soutien, les organisations régionales prestataires de services et les municipalités.	2.1.1 Collaborer avec les TDS/Tables de concertation de chaque territoire dans l'identification des besoins en lien avec leurs municipalités/MRC.	L'ensemble des TDS/Tables de concertation ont été rencontrées. Les besoins ont été identifiés et inclus dans un plan de travail.	Communautaire Municipal	DSPU Ressource en coordination	Les collaborateurs seront identifiés selon les besoins et les territoires rencontrés.	2021	0\$		1. Soutien à la formation. 3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.
	2.1.2 Soutenir les TDS/Tables de concertation et les municipalités/MRC selon les besoins identifiés.	Les TDS/Tables de concertation, les municipalités et MRC ont été soutenues.	Communautaire Municipal	DSPU L'expertise des acteurs de soutien les besoins	Les collaborateurs seront sollicités selon les besoins et les territoires rencontrés.	Engagé 2019 2020	32 000\$ 10 000\$		1. Soutien à la formation. 3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles. 5. Identification des besoins et opportunités des communautés.
	2.1.3 Réaliser et diffuser une offre régionale de services, en soutien aux municipalités (ex. projet ESPACE, Le Pointeur, panier de services, financement disponible, sessions de sensibilisation SHV, etc.).	Une offre régionale de services en soutien est réalisée et diffusée auprès des acteurs de soutien, les Tables de concertation et les	Municipal Communautaire	DSPU	Les collaborateurs seront sollicités au besoin.		500\$ coûts d'impression du répertoire.		2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables. 3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.

		municipalités/ MRC.							
PRIORITÉ 5 : Contribuer à créer des environnements favorables au transport actif									
STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
2.2 Faire rayonner ce qui se fait en matière de transport actif.	2.2.1 Soutenir le travail de concertation et d'arrimage en lien avec les différents programmes, projets et actions destinés aux jeunes, aux parents et aux écoles (ex : Cycliste averti, Caravane Vélo, École Éco-citoyenne, À pied à vélo à l'école je suis capable, Trotibus, etc.).	Une offre de service présentant l'ensemble des projets en transport actif destinés au milieu scolaire (primaire) a été diffusée.	Scolaire Municipal Communautaire	MOBI-O	Les collaborateurs seront sollicités au besoin.	2021	Entente MOBI-O – DSPU (en cours) 35 000\$		2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables. 3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.
	2.2.2 Élaborer un argumentaire (s'appuyant sur des données et sources régionales (Enquête EN FORME, groupes de discussion ados) misant sur la contribution du transport actif comme moyen pour atteindre les recommandations MVPA chez les jeunes.	Un argumentaire sur le transport actif a été rédigé et diffusé.	Scolaire Municipal	MOBI-O	Les collaborateurs seront sollicités au besoin.	2021	5 000 \$		4. Soutien au développement d'une culture évaluative.
	2.2.3 Développer des stratégies pour soutenir et favoriser le TA chez les jeunes de 12 à 17 ans en agissant sur la norme sociale.	Des focus group ont été réalisés auprès des jeunes. Les actions identifiées ont été mises en place.					2019-2020 2020-2021	6 000\$ 6 000\$	5. Identification des besoins et opportunités des communautés. 4. Soutien au développement d'une culture évaluative.

PRIORITÉ 5 : Contribuer à créer des environnements favorables au transport actif

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
2.3 Élargir la portée de la mobilité durable et active.	2.3.1 Identifier les conditions favorables à l'inclusion des personnes vulnérables aux actions en transport actif.	Des rencontres exploratoires avec les tables de concertation ont été réalisées. Des actions en transport actif ciblant les quartiers vulnérables ont été réalisées	Communautaire Municipal	DSPU MOBI-O	MOBI-O TDS VEV Ministère des Transports	2021	0 \$	Politique mobilité durable	5. Identification des besoins et opportunités des communautés.
	2.3.2 Développer des messages de promotion du transport actif pour les arrimer à ceux associés aux changements climatiques.	Les communications en transport actif (en provenance de la Concertation et de ses partenaires) ont été adaptées.	Municipal Communautaire	DSPU MOBI-O	CREDDO MOBI-O VEV Enviro Éduc- action	2021	5000 \$	Stratégie gouvernementale de développement durable pour 2015-2020.	2. Promotion et mise en valeur des initiatives favorables

ORIENTATION 3 : Amélioration des conditions de vie qui favorisent la santé

PRIORITÉ 6 : Favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation et à l'eau pour tous

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
3.1 Développer une vision régionale commune sur les composantes d'un système alimentaire durable de proximité (SAD).	3.1.1 Faire connaître les composantes d'un système alimentaire durable.	Un document présentant une vision régionale a été développé et diffusé.	Petite enfance Scolaire Municipal Communautaire	DSPU TCFDSO TAO	VEV CGo MAMH	2021	0\$	PGPS 3.1 Budget global : 213 914\$	2. Promotion, soutien et mise en valeur des initiatives favorables. 4. Soutien au développement d'une culture évaluative.
	3.1.2 Mobiliser et soutenir les partenaires qui peuvent contribuer à bâtir un SAD.	Les TDS/tables de concertation territoriale et leurs comités ont été rencontrés. Un portrait a été réalisé avec les territoires intéressés. Des leviers et des activités à réaliser ont été identifiés.	Communautaire Municipal Scolaire Petite enfance	DSPU TCFDSO TAO	VEV CGo MAMH	2021	Ressource humaine en soutien 20 000\$	PGPS Mesure 3.1 PAGIEPS Mesure 13.1	3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles. 5. Identification des besoins et opportunités des communautés.
	3.1.3 Répertorier les leviers financiers qui permettent d'agir sur l'accès aux aliments et contribuer à bâtir un SAD.	Un répertoire a été réalisé et diffusé.	Communautaire Municipal Scolaire Petite enfance	Ressource en coordination		2x / an	0\$	Politique bioalimentaire 2018-2025	2. Promotion et mise en valeur des politiques, mesures et initiatives favorables. 3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.

ORIENTATION 3 : Amélioration des conditions de vie qui favorisent la santé

PRIORITÉ 6 : Favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation et à l'eau pour tous

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
3.2 Soutenir les initiatives pour favoriser l'accès aux aliments sains de proximité.	3.2.1 Faire connaître le répertoire des cuisines disponibles en Outaouais pour effectuer de la transformation alimentaire.	Une stratégie de diffusion du répertoire a été élaborée.	Communautaire Municipal Scolaire Petite enfance	TAO	TDS Pontiac TCFDSO DSPU	annuel	0\$		3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.
	3.2.2 Favoriser le partenariat entre les organismes et les producteurs.	Des partenariats ont été développés et soutenus sur chacun des territoires.	Communautaire Municipal Scolaire Petite enfance	TAO DSPU	Marché mobile de Gatineau TDS/ tables de concertation territoriale	2019-2020 2020-2021	30 000\$ 35 000\$	PGPS Mesure 3.1 PAGIEPS Mesure 13.1 Programme proximité volet 1-MAPAQ	3. Mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.
	3.2.3 Soutenir les actions pour réduire le gaspillage alimentaire.	Chaque territoire a identifié au moins une action et a été soutenu pour sa mise en place.	Communautaire Municipal Scolaire Petite enfance	TCFDSO DSPU	TDS/ tables de concertation territoriale	2019-2020 2020-2021	35 000\$ 30 000\$	PGPS Mesure 3.1 PAGIEPS Mesure 13.1 Programme alimentation santé-MAPAQ	5. Identification des besoins et opportunités des communautés. 3. Mobilisation, soutien et mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles. 4. Soutien au développement d'une culture évaluative.
	3.2.4 Soutenir l'agriculture de proximité, incluant des projets de jardinage et d'aménagements comestibles.	Au moins un projet a été soutenu sur chaque territoire.	Communautaire Municipal Scolaire Petite enfance	Enviro-ÉducAction DSPU	TDS/ tables de concertation territoriale	2019-2020 2020-2021	25 000\$ 20 000\$	PGPS Mesure 3.1 PAGIEPS Mesure 13.1 Jardins de solidarité-MAPAQ	5. Identification des besoins et opportunités des communautés. 3. Mobilisation, soutien et mise en

ORIENTATION 3 : Amélioration des conditions de vie qui favorisent la santé

PRIORITÉ 6 : Favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation et à l'eau pour tous

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
									réseau des acteurs régionaux et des ressources. Professionnelles. 4. Soutien au développement d'une culture évaluative.
	3.2.5 Soutenir la réalisation de projets faisant la promotion de la consommation de l'eau du robinet.	Au moins un projet a été soutenu sur chaque territoire.	Communautaire Municipal Scolaire	Enviro-ÉducAction DSPU	TDS/ tables de concertation territoriale	2019-2020 2020-2021	35 000\$ 30 000\$	PGPS Mesure 3.1 PAGIEPS Mesure 13.1	5. Identification des besoins et opportunités des communautés. 3. Mobilisation, soutien et mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles. 4. Soutien au développement d'une culture évaluative.

ORIENTATION 4 : Mobilisation des partenaires

PRIORITÉ 7 : Positionner le rôle de la Concertation dans la mobilisation des acteurs pour faciliter la mise en place d'environnements favorables à la qualité de vie

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
4.1 Favoriser le développement de synergies entre les partenaires de la concertation.	4.1.1 Identifier les moyens et les outils pour faciliter la mobilisation et la mise en œuvre des actions communes.	Des moyens ont été identifiés et utilisés pour la mobilisation et la diffusion des actions.	Partenaires de la Concertation	Ressource en coordination	Comité co-leaders	2019-2020 2020-2021	Fonction coordination 92 500\$ 92 500\$	PGPS Mesure 2,2	3. Mobilisation, soutien et mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.
	4.1.2 Développer une connaissance de l'offre de service de chacun des partenaires afin d'identifier leur contribution aux environnements favorables et la complémentarité des actions.	Des activités ont été réalisées pour favoriser le partage. Des outils ont été développés.	Partenaires de la Concertation	Ressource en coordination		2021	Fonction coordination		3. Mobilisation, soutien et mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.
4.2 Favoriser la concertation et le partenariat avec les instances de mobilisation, locales et régionales, dans la mise en œuvre de politiques, cadres de référence et de programmes.	4.2.1 Assurer les liens en participant aux rencontres des instances de concertation ciblées.	Une présence aux instances de concertation (TDS/RLP, CDSO) est assurée. La contribution de la Concertation aux actions est identifiée et réalisée.		Ressource en coordination	DSPU- liaison	2021	Fonction coordination		5. Identification des besoins et opportunités des communautés. 3. Mobilisation, soutien et mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles. 4. Soutien au développement d'une culture évaluative.

ORIENTATION 4 : Mobilisation des partenaires

PRIORITÉ 7 : Positionner le rôle de la Concertation dans la mobilisation des acteurs pour faciliter la mise en place d'environnements favorables à la qualité de vie

STRATÉGIE	ACTIONS	RÉSULTATS ATTENDUS	MILIEUX CIBLÉS	RESPONSABLE (Porteur)	COLLABORATEUR (Organisations et concertations)	ÉCHÉANCIER	BUDGET	MESURES GOUVERNEMENTALES (s'il y a lieu)	RÔLES (1 à 5)
	4.2.2 Identifier des moyens permettant le réseautage et le transfert de connaissance et d'informations.	Les Infolettres ont été diffusées. Deux activités de réseautage annuelles ont été réalisées. Les informations pertinentes ont été diffusées sur le site web.		Ressources en coordination	LSO- liaison communication	2021	Fonction coordination		3. Mobilisation, soutien et mise en réseau des acteurs régionaux et des ressources professionnelles.

RESPONSABILITÉS EN LIEN AVEC LA FIDUCIE, LE RÉPONDANT ET LA COORDINATION

La Direction de santé publique du CISSS de l'Outaouais a été identifiée pour jouer le rôle de fiduciaire des fonds de la Concertation. La Table agroalimentaire de l'Outaouais agira comme mandataire pour accueillir la ressource en coordination alors que l'organisme sera le répondant officiel lors de la prise de parole publique. La ressource en coordination entrera en fonction à l'automne 2019. La Direction de santé publique continue d'assumer la coordination jusqu'à la date d'embauche.

FIDUCIAIRE			
Organisme	CISSS de l'Outaouais/Direction de santé publique	Nom de la personne-ressource	Josée Charlebois
Adresse postale	104, rue Lois	Titre	Agente de planification, programmation et de recherche
Nom du signataire de l'entente	Sylvie Lafontaine	Adresse courriel	Josee_Charlebois@ssss.gouv.qc.ca
Titre	Coordonnatrice de santé publique	Téléphone	819 966-6484 poste 337673
Adresse courriel	Sylvie_lafontaine@ssss.gouv.qc.ca		
Téléphone	819 966-6484 poste 337566		

RÉPONDANT	
Nom du répondant de la TIR	Corine Jacob
Organisation	Table agroalimentaire de l'Outaouais
Adresse courriel	cjacob@agro-outaouais.com
Téléphone	819 281-7676

COORDINATION	
Nom du ou des coordonnateurs	Josée Charlebois en attente de l'embauche d'une ressource
Adresse courriel	Josee_Charlebois@ssss.gouv.qc.ca
Téléphone	819 966-6484 poste 337673

PLAN D'ACTION DE LA TIR-SHV 2019-2021

Région: **OUTAOUAIS**
 Fiduciaire : **CISSS de l'Outaouais**
 Responsable de la TIR : **CISSS de l'Outaouais**
 Date de début du plan : **1er avril 2019**
 Date de fin du plan : **31 mars 2021**

**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES
2019-2021**

REVENUS	Revenus AN 1	Revenus AN 2	Total	Commentaires
Estimé des sommes reportées 2017-2019	112 168 \$	44 300 \$	156 468 \$	
Mesure 2.2 plan 2019-2021	92 500 \$	92 500 \$	185 000 \$	
Mesure 3.1 plan 2019-2021	106 957 \$	106 957 \$	213 914 \$	
Contribution CISSSO	35 000 \$		35 000 \$	
Total Revenus	346 625 \$	243 757 \$	590 382 \$	

PAI	DÉPENSES	Dépenses AN 1	Dépenses AN 2	Total	Commentaires
	Coordination				
2.2	Salaires	45 500 \$	45 500 \$	91 000 \$	
2.2	Avantages sociaux	6 825 \$	6 825 \$	13 650 \$	
2.2	Frais de déplacement	2 500 \$	3 200 \$	5 700 \$	
2.2	Fournitures et impressions	1 500 \$	1 500 \$	3 000 \$	
2.2	Ordi portable et cellulaire	2 500 \$	600 \$	3 100 \$	
2.2	Renc réseau TIR-SHV	700 \$	700 \$	1 400 \$	
2.2	Événements mobilisation	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$	
2.2	Expertise comm ou autre	20 000 \$	20 000 \$	40 000 \$	
2.2	Site web	250 \$	500 \$	750 \$	
	Sous-total	80 775 \$	79 825 \$	160 600 \$	

PRIORITÉ 1 : Favoriser le jeu libre et actif à l'extérieur chez les enfants de 0-5 ans

1.1.2	Offrir des activités d'accompagnement	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$	
1.1.3	Influence parents Ressource régionale	3 000 \$	3 000 \$	6 000 \$	
1.2.1	Développer argumentaire-RH	3 000 \$	3 000 \$	6 000 \$	

DÉPENSES	Sous-total	7 000 \$	7 000 \$	14 000 \$	
	Dépenses AN 1	Dépenses AN 2	Total		Commentaires
PRIORITÉ 2 : Favoriser l'accès aux aliments sains chez les enfants de 0-5 ans					
1.3.2 Offrir des activités d'accompagnement et formations	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$		
Sous-total	1 000 \$	1 000 \$	2 000 \$		
PRIORITÉ 3 : Soutenir les interventions pour encourager un mode de vie actif chez les jeunes d'âge scolaire					
1.4.1 Soutien au milieu scolaire	15 000 \$		15 000 \$		Solde 2017-2019
1.5.2 Soutien projet 100% filles	10 400 \$	8 000 \$	18 400 \$		inclut solde 2400\$-2019
1.5.3 Soutien projet Fillactive	6 000 \$	5 000 \$	11 000 \$		Inclut solde 1000\$ 2019
1.5.4 Activités de communication activité physique filles	1 000 \$		1 000 \$		
1.5.6 Organisation événement régional appuyant qualité des interventions destinées aux filles		5 000 \$	5 000 \$		
Sous-total	32 400 \$	18 000 \$	50 400 \$		
PRIORITÉ 4 : Susciter une mobilisation durable des municipalités dans le développement et le maintien d'EF QV					
2.1.4 Répertoire régional offre de services en soutien	500 \$		500 \$		
2.1.2 Soutien financier territorial	32 000 \$	14 000 \$	46 000 \$		36000\$ engagés; 10 000\$ définir
Sous-total	32 500 \$	14 000 \$	46 500 \$		
PRIORITÉ 5 : Contribuer à créer des environnements favorables au transport actif					
2.2.1 Soutenir concertation et arrimage	35 000 \$		35 000 \$		Soutien du CISSSO
2.2.2 Élaboration argumentaire TA	5 000 \$		5 000 \$		
2.3.2 Développer messages TA pour arrimer aux messages sur les changements climatiques		5 000 \$	5 000 \$		
Développer des stratégies pour soutenir TA jeunes	12 000 \$		12 000 \$		5749 engagé en 2019
Sous-total	52 000 \$	5 000 \$	57 000 \$		

DÉPENSES		Dépenses AN 1	Dépenses AN 2	Total	Commentaires
PRIORITÉ 6 : Favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation et à l'eau pour tous					
	3.1.1 Faire connaître composantes SAD-soutien ress	10 000 \$	10 000 \$	20 000 \$	
3.1	3.2.2 Favoriser le partenariat avec les producteurs	30 000 \$	30 000 \$	60 000 \$	
3.1	3.2.3 Soutenir actions gaspillage alimentaire	30 000 \$	30 000 \$	60 000 \$	
3.1	3.2.4 Soutenir agriculture proximité	25 000 \$	20 000 \$	45 000 \$	
3.1	3.2.5 Soutenir promotion eau	30 000 \$	30 000 \$	60 000 \$	
	Sous-total	125 000 \$	120 000 \$	245 000 \$	
	Sous total Dépenses	205 675 \$	244 825 \$	575 500 \$	
2.2	Frais de gestion 5%	4 625 \$	4 625 \$	9 250 \$	
3.1	Frais de gestion 5%	5 347 \$	5 347 \$	10 694 \$	
		9 972 \$	9 972 \$	19 944 \$	
	TOTAL DES DÉPENSES	215 647 \$	254 797 \$	595 444 \$	
	SURPLUS-DÉFICIT	130 978 \$	(11 040) \$	(5 062) \$	

PLAN D'ACTION DE LA TIR-SHV 2019-2021-Favoriser l'accès physique et économique à une saine alimentation et à l'eau pour tous						
Région:	Outaouais					PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2019-2021
Mandataire :	CISSO					
Responsable de la TIR :		CISS de l'Outaouais				
Date début des projets:	juillet 2019					
Date de fin :	31 mars 2019					
REVENUS			Revenus AN 1	Revenus AN 2	Total	Commentaires
Mesure 3.1 plan 2019-2021			106957	106957		
Solde plan action 2017-2019			15543	15543		
	Total Revenus		122500	122500	245000	
DÉPENSES			Dépenses AN 1	Dépenses AN 2	Total	Commentaires
3.1.1 Faire connaître composantes SAD-soutien ress			10 000	10 000		
3.2.2 Favoriser le partenariat avec les producteurs						
15 000\$ MMG +5 000\$/terr x 9 terr			30 000	30 000		
3.2.3 Soutenir actions gaspillage alimentaire						
15 000\$ TCFDSO +5 000\$/terr x 9 terr			30 000	30 000		
3.2.4 Soutenir agriculture de proximité, jardinage						
5 000\$ x 9 terr			25 000 \$	20 000 \$		
3.2.5 Soutenir projets promotion eau						
15 000\$ Enviro Éduc-Action + 5 000\$/terr x 9 terr			30 000 \$	30 000 \$		
Soutien exp Site web						
	Total dépenses		125000	120000		